

- le conseil communal ne se déclare pas d'accord avec la position de l'Agence locative sociale, car cela signifierait qu'une deuxième société de logement deviendrait active sur le territoire. L'idée est précisément de transférer la gestion des logements sociaux à une seule société de logement par commune ;
- aucune autre indication n'a été ou n'est donnée pour développer à l'avenir un fonctionnement viable de la SVK ;
- l'absence de telles garanties fait qu'il existe un risque qu'aucune société de logement ne puisse être reconnue qui soit capable de garantir et de développer un fonctionnement viable de la SVK ;
- l'absence de telles garanties fait qu'il existe un risque qu'aucune société de logement ne puisse être reconnue dans la commune de Wervik qui soit capable de garantir et de développer un fonctionnement viable de la SVK ;
- la décision de délimiter une zone d'activité comprenant les communes de Wervik et Menin est considérée comme la plus opportune en raison de l'importante contiguïté géographique de ces communes.
- Que le législateur décretaal estime qu'elle offre davantage de possibilités - en termes d'économies d'échelle et de gains d'efficacité - du fait que les communes présentent les mêmes aspects caractéristiques en matière de logement ;
- en raison du fait qu'une telle décision n'a pas plus d'impact sur le soutien local que les combinaisons alternatives de communes ;
- en raison des plus grandes possibilités que cela offre à ces communes de former une société de logement efficace et performante sur leur territoire.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. Les communes de Menin et Wervik constituent la zone d'activité Zuid-West-Vlaanderen-West.

Art. 2. Le ministre flamand compétent pour le logement est chargé d'exécuter le présent arrêté.

Bruxelles, le 4 février 2022.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, du Logement et du Patrimoine immobilier,
M. DIEPENDAELE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/31124]

24 FEVRIER 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant organisation de la structure et de la justification du budget des organismes administratifs publics

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 20 ;

Vu le décret du 4 février 2021 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des organismes administratifs publics, les articles, 6, § 2, et 8 ;

Vu l'avis n° avis 70.837/2 du Conseil d'Etat, donné le 9 février 2022 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu le test genre du 21 décembre 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Considérant l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 décembre 2021;

Considérant l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 février 2022 ;

Sur proposition du Ministre du Budget ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions, objet et champ d'application

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° le décret du 4 février 2021 : le décret du 4 février 2021 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des organismes administratifs publics ;

2° la structure horizontale : la présentation du tableau du budget qui renvoie aux divisions et subdivisions établies entre les lignes dudit tableau ;

3° la structure verticale : la présentation du tableau du budget qui renvoie à la division en colonnes dudit tableau ;

4° la classification fonctionnelle : la classification internationale des fonctions des administrations publiques, dénommée COFOG, élaborée par l'ONU, l'OCDE et Eurostat. Il s'agit d'un ensemble de codes à cinq chiffres ;

5° budget base zéro : technique budgétaire et de prise de décision qui a pour objectif d'allouer les ressources de manière la plus efficace possible en vérifiant chaque dépense et en la justifiant à la lumière d'un besoin bien identifié.

Art. 2. Les dispositions du présent arrêté ont pour objet de définir les structures applicables lors de l'élaboration des budgets des recettes et des dépenses des organismes administratifs publics visés à l'article 3, § 1^{er}, 1° à 3°, du décret du 4 février 2021, ainsi que les modalités de justifications qui y sont jointes.

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives aux tableaux du budget des recettes et du budget des dépenses des organismes de type 1 et de type 2 et leur justification*

Section 1. — Du tableau du budget des recettes

Art. 3. En termes de structure horizontale, le tableau du budget des recettes est subdivisé en un ou plusieurs programmes. Chaque programme correspond à une activité spécifique envisagée afin de réaliser les missions confiées à l'organisme. Les programmes sont numérotés par ordre croissant et chaque numéro de programme comporte deux chiffres.

Art. 4. Chaque programme comprend un titre Ier relatif aux recettes courantes, un titre II relatif aux recettes en capital et un titre III relatif aux produits d'emprunts. Chaque titre est divisé en un ou plusieurs articles de base suivant les classifications économique et fonctionnelle. Le numéro de l'article de base comporte le numéro du programme, le code économique, le numéro d'ordre et le code fonctionnel.

Le code économique comporte quatre chiffres.

Le numéro d'ordre comporte deux chiffres. Les articles de base sont classés en ordre croissant.

Le code fonctionnel comporte cinq chiffres. Lorsque le code fonctionnel applicable n'atteint pas cinq chiffres, il est complété par l'insertion de zéro.

Le libellé de l'article de base comprend toujours l'origine de la recette ainsi que la nature de la recette.

Art. 5. Les totaux des crédits de recettes sont indiqués dans le tableau budgétaire par programme et par titre ainsi que de manière globale pour le budget, en distinguant les recettes courantes, les recettes en capital et les produits d'emprunts.

Art. 6. § 1^{er}. En termes de structure verticale, le tableau du budget des recettes des organismes est composé :

1° d'une colonne avec, en majuscule, les initiales du Ministre compétent reprises au budget de l'entité ;

2° d'une colonne qui contient le numéro du programme ;

3° d'une colonne qui contient le numéro du titre ;

4° d'une colonne qui contient les deux premiers chiffres du code économique de l'article de base ;

5° d'une colonne qui contient les deux derniers chiffres du code économique de l'article de base ;

6° d'une colonne qui contient le numéro d'ordre ;

7° d'une colonne qui contient le code fonctionnel de l'article de base ;

8° d'une colonne avec le libellé des programmes et articles de base.

§ 2. Dans le cas d'un budget initial pour une année considérée, sont ajoutés :

1° une colonne qui contient les crédits de recettes du budget initial de l'année précédant l'année considérée ;

2° le cas échéant, une colonne qui contient les crédits de recettes de l'ajustement du budget de l'année précédant l'année considérée ;

3° une colonne qui contient les crédits de recettes de l'année considérée.

§ 3. Dans le cas d'un budget ajusté pour une année considérée, sont ajoutées :

1° une colonne qui contient les crédits de recettes du budget initial de l'année considérée ;

2° une colonne qui contient les variations d'ajustement des crédits de recettes de l'année considérée ;

3° une colonne qui contient les crédits de recettes ajustés de l'année considérée.

Concernant le 2°, à chaque nouvel ajustement budgétaire, une nouvelle colonne est ajoutée.

Concernant le 3°, les crédits de recettes ajustés sont la somme des crédits initiaux et des ajustements de crédits.

§ 4. Le cas échéant, la structure verticale du tableau du budget des recettes peut être modifiée par le Ministre du Budget afin de l'adapter aux évolutions des normes budgétaires ou comptables.

Section 2. — Du tableau du budget des dépenses

Art. 7. § 1^{er}. En termes de structure horizontale, le tableau du budget des dépenses des organismes comprend un programme fonctionnel et un ou plusieurs programmes opérationnels. Les crédits à inscrire dans ces deux types de programmes sont régis par les règles suivantes :

1° les crédits du programme fonctionnel sont destinés à couvrir les dépenses générales de fonctionnement de l'organisme ;

2° les crédits d'un programme opérationnel sont destinés au financement d'une activité ou d'un ensemble cohérent d'activités spécifiques envisagées afin de réaliser les missions confiées à l'organisme.

Les programmes sont numérotés par ordre croissant et chaque numéro de programme comporte deux chiffres.

§2. Le cas échéant, les programmes concourant à la réalisation d'une politique publique définie peuvent être regroupés en divisions organiques.

Art. 8. Chaque programme comprend un titre Ier relatif aux dépenses courantes et un titre II relatif aux dépenses en capital. Chaque titre est subdivisé en un ou plusieurs articles de base suivant les classifications économique et fonctionnelle. Le numéro de l'article de base comporte le numéro du programme, le code économique, le numéro d'ordre et le code fonctionnel.

Le code économique comporte quatre chiffres.

Le numéro d'ordre comporte deux chiffres. Les articles de base sont classés en ordre croissant.

Le code fonctionnel comporte cinq chiffres. Lorsque le code fonctionnel applicable n'atteint pas cinq chiffres, il est complété par l'insertion de zéro.

Le libellé de l'article de base comprend toujours la destination de la dépense à savoir le bénéficiaire ou la catégorie de bénéficiaires ainsi que la nature de la dépense.

Art. 9. Les totaux des crédits d'engagement et des crédits de liquidation sont calculés par division organique, le cas échéant, par programme ainsi que de manière globale pour le budget, en distinguant les dépenses courantes et les dépenses en capital.

Art. 10. § 1^{er}. En termes de structure verticale, le tableau du budget des dépenses des organismes est composé :

- 1° d'une colonne avec, en majuscule, les initiales du Ministre compétent ;
- 2° d'une colonne qui contient le numéro de la division organique, le cas échéant ;
- 3° d'une colonne qui contient le numéro du programme ;
- 4° d'une colonne qui contient les deux premiers chiffres du code économique de l'article de base ;
- 5° d'une colonne qui contient les deux derniers chiffres du code économique de l'article de base ;
- 6° d'une colonne qui contient le numéro d'ordre de l'article de base ;
- 7° d'une colonne qui contient le code fonctionnel de l'article de base ;
- 8° d'une colonne avec le libellé des programmes et articles de base.

§ 2. Dans le cas d'un budget initial pour une année considérée, les colonnes suivantes sont ajoutées :

- 1° une colonne qui contient les crédits d'engagement du budget initial de l'année précédant l'année considérée ;
- 2° une colonne qui contient les crédits de liquidation du budget initial de l'année précédant l'année considérée ;
- 3° le cas échéant, deux colonnes qui contiennent les crédits d'engagement et les crédits de liquidation de l'ajustement du budget de l'année précédant l'année considérée ;
- 4° deux colonnes qui contiennent les crédits d'engagement et les crédits de liquidation du budget initial de l'année considérée.

§ 3. Dans le cas d'un budget ajusté pour une année considérée, les colonnes suivantes sont ajoutées :

- 1° deux colonnes qui contiennent les crédits d'engagement et les crédits de liquidation du budget initial de l'année considérée ;
- 2° deux colonnes qui contiennent les éventuelles redistributions des crédits d'engagement et de liquidation visées à l'article 17 du décret du 4 février 2021 ;
- 3° deux colonnes qui contiennent les variations d'ajustement des crédits d'engagement et des crédits de liquidation de l'année considérée ;
- 4° deux colonnes qui contiennent les crédits d'engagement et les crédits de liquidation ajustés de l'année considérée, qui sont la somme des crédits initiaux, des variations d'ajustement et des éventuelles redistributions de crédits.

Concernant les 3° et 4°, à chaque nouvel ajustement budgétaire, deux nouvelles colonnes sont ajoutées.

§ 4. Le cas échéant, la structure verticale du tableau du budget des dépenses peut être modifiée par le Ministre du Budget afin de l'adapter aux évolutions des normes budgétaires ou comptables.

Section 3. — Des justifications relatives au budget des recettes et au budget des dépenses

Art. 11. § 1^{er}. En ce qui concerne les budgets visés aux articles 3 et 7, en recettes et en dépenses, l'exposé particulier visé à l'article 6, § 1^{er}, 2^o, du décret du 4 février 2021 est composé de fiches établies par article de base. Pour les dépenses, chaque fiche comporte une partie consacrée aux crédits d'engagement ainsi qu'une partie consacrée aux crédits de liquidation.

Dans le cadre du budget initial, chaque fiche comporte au moins :

- 1° le libellé, le numéro d'ordre, le code économique et le code fonctionnel de l'article de base ainsi que le numéro de la division organique et le numéro du programme ;
- 2° la base légale relative à la recette ou à la dépense ;
- 3° les crédits initiaux de l'année budgétaire qui précède l'année budgétaire considérée ;
- 4° les crédits de l'éventuel ajustement de l'année budgétaire qui précède l'année budgétaire considérée ;
- 5° les crédits initiaux de l'année budgétaire considérée ;
- 6° un commentaire sur l'estimation des crédits initiaux de l'année budgétaire considérée, les hypothèses et les différents paramètres des calculs éventuellement réalisés, ainsi que les besoins que les crédits sollicités permettent de couvrir selon la méthode « budget base zéro » ;
- 7° un commentaire sur la destination des crédits et leur lien avec l'exposé général visé à l'article 6, §1^{er}, 1°, du décret du 4 février 2021 ;
- 8° un commentaire relatif aux modalités de liquidation de trésorerie.

La partie relative aux crédits de liquidation comprend le plan de liquidation établi sur cinq années.

Dans le cadre du budget ajusté, chaque fiche comporte au moins :

- 1° le libellé, le numéro d'ordre, le code économique et le code fonctionnel de l'article de base ainsi que le numéro de la division organique et le numéro du programme ;
- 2° la base légale relative à la recette ou à la dépense ;
- 3° les crédits initiaux de l'année budgétaire considérée ;
- 4° les variations d'ajustement des crédits de l'année budgétaire considérée ;
- 5° les crédits ajustés de l'année budgétaire considérée ;
- 6° un commentaire sur l'estimation des crédits ajustés de l'année budgétaire considérée, les hypothèses et les différents paramètres des calculs éventuellement réalisés, ainsi que les besoins que les crédits sollicités permettent de couvrir selon la méthode « budget base zéro » ;
- 7° un commentaire sur la destination des crédits et leur lien avec l'exposé général visé à l'article 6, §1^{er}, 1°, du décret du 4 février 2021 ;

La partie relative aux crédits de liquidation actualise le plan de liquidation établi sur cinq années.

§ 2. Les fiches justificatives et explicatives sont regroupées par programme dans un même document. Chaque programme est accompagné d'un commentaire relatif aux activités couvertes par les crédits qui y sont repris.

Les activités du programme s'inscrivent dans la stratégie globale de l'organisme telle qu'elle figure dans l'exposé général.

§ 3. En recettes, les programmes sont regroupés par titre. En dépenses, les programmes sont regroupés, le cas échéant, par division organique. Dans ce cas, chaque division organique est accompagnée d'un commentaire relatif aux activités couvertes par les crédits qui y sont repris, en lien avec la stratégie globale exprimée dans l'exposé général.

Sans préjudice de l'exposé général visé à l'article 6 § 1^{er}, 1^o, du décret-cadre, l'ensemble des fiches justificatives et explicatives est repris dans un seul document et constitue la justification du budget de l'organisme.

Le Ministre du Budget fixe, en concertation avec les Ministres fonctionnellement compétents ou les Ministres de tutelle, le modèle standardisé et les modalités des fiches justificatives et explicatives.

§ 4. La justification du budget pour une année considérée présente également :

1^o d'une projection budgétaire à politique inchangée sur un horizon de trois années minimum des recettes et des dépenses de l'organisme, ainsi qu'une description de l'impact sur la projection des politiques envisagées sur les trois prochaines années ;

2^o le dernier bilan et le dernier compte de résultat approuvés.

CHAPITRE III. — Dispositions relatives aux tableaux ainsi qu'aux justifications du budget des recettes et du budget des dépenses des organismes de type 3

Art. 12. Le budget des organismes reprend l'ensemble des recettes prévisionnelles et des dépenses prévisionnelles de l'organisme.

Le budget peut être présenté soit :

1^o sous forme de compte de résultats prévisionnel ;

2^o sous forme de tableau établi conformément aux articles 14 à 19.

Art. 13. Si l'organisme présente son budget conformément à l'article 12, alinéa 2, 1^o, le compte de résultats prévisionnel doit reprendre l'intégralité des opérations de recettes et de dépenses de l'organisme de type 3.

Pour chaque ligne de recettes et de dépenses, le compte de résultat prévisionnel doit mentionner le code économique, à quatre chiffres, et le code fonctionnel, à cinq chiffres, adéquats.

Sur le plan analytique, le compte de résultats prévisionnel doit également permettre un suivi des différentes activités de l'organisme.

Art. 14. Dans les cas visés à l'article 12, alinéa 2, 2^o, en termes de structure horizontale, la partie du tableau du budget des organismes de type 3 relative aux produits est subdivisée en un ou plusieurs comptes de produits. Les comptes peuvent être regroupés en sous-catégories. Pour chaque compte de produits, l'organisme doit mentionner le code économique, le numéro d'ordre et le code fonctionnel.

Le code économique comporte quatre chiffres.

Le numéro d'ordre comporte deux chiffres. Les comptes sont classés en ordre croissant.

Le code fonctionnel comporte cinq chiffres. Lorsque le code fonctionnel applicable n'atteint pas cinq chiffres, il est complété par l'insertion de zéro.

Le libellé du compte de produit doit toujours comprendre l'origine ainsi que la nature du produit.

Art. 15. Les totaux des montants des produits sont calculés par sous-catégories, le cas échéant, ainsi que de manière globale pour le budget.

Art. 16. § 1^{er}. En termes de structure verticale, la partie du tableau du budget des organismes relative aux produits est composée :

1^o d'une colonne qui contient les deux premiers chiffres du code économique ;

2^o d'une colonne qui contient les deux derniers chiffres du code économique ;

3^o d'une colonne qui contient le numéro d'ordre ;

4^o d'une colonne qui contient le code fonctionnel ;

5^o d'une colonne avec le libellé des sous-catégories de produits, le cas échéant, et des comptes de produits.

§ 2. Dans le cas d'un budget initial pour une année considérée, sont ajoutées :

1^o une colonne qui contient les montants de produits du budget initial de l'année précédant l'année considérée ;

2^o une colonne qui contient les montants de produits du budget initial de l'année considérée.

§ 3. Dans le cas d'un budget ajusté pour une année considérée, sont ajoutées :

1^o une colonne qui contient les montants de produits du budget initial de l'année considérée ;

2^o une colonne qui contient les variations d'ajustement des montants de produits de l'année considérée ;

3^o une colonne qui contient les montants de produits ajustés de l'année considérée.

Concernant le 2^o, à chaque nouvel ajustement budgétaire, une nouvelle colonne est ajoutée.

Concernant le 3^o, les montants de produits ajustés sont la somme des montants initiaux et des ajustements.

Art. 17. En termes de structure horizontale, la partie du tableau du budget des organismes de type 3 relative aux charges est subdivisée en un ou plusieurs comptes de charges. Les comptes peuvent être regroupés en sous-catégories. Pour chaque compte de charges, l'organisme doit mentionner le code économique, le numéro d'ordre et le code fonctionnel.

Le code économique comporte quatre chiffres.

Le numéro d'ordre comporte deux chiffres. Les comptes sont classés en ordre croissant.

Le code fonctionnel comporte cinq chiffres.

Le libellé du compte de charges comprend toujours la destination de la charge à savoir le bénéficiaire ou la catégorie de bénéficiaires ainsi que la nature de la charge.

Art. 18. Les totaux des montants de charges sont calculés par sous-catégorie de charges, le cas échéant, ainsi que de manière globale pour le budget.

Art. 19. § 1^{er}. En termes de structure verticale, la partie du tableau du budget des organismes de type 3 relative aux charges est composée :

- 1° d'une colonne qui contient les deux premiers chiffres du code économique ;
- 2° d'une colonne qui contient les deux derniers chiffres du code économique ;
- 3° d'une colonne qui contient le numéro d'ordre ;
- 4° d'une colonne qui contient le code fonctionnel ;
- 5° d'une colonne avec le libellé des sous-catégories de charges, le cas échéant, et des comptes de charges.

§ 2. Dans le cas d'un budget initial pour une année considérée, sont ajoutées :

- 1° une colonne qui contient les montants de charges du budget initial de l'année précédant l'année considérée ;
- 2° une colonne qui contient les montants de charges du budget initial de l'année considérée.

§ 3. Dans le cas d'un budget ajusté pour une année considérée, les colonnes suivantes sont ajoutées :

- 1° une colonne qui contient les montants de charges du budget initial de l'année considérée ;
- 2° une colonne qui contient les variations d'ajustement des montants de charges de l'année considérée ;
- 3° une colonne qui contient les montants de charges ajustés de l'année considérée.

Concernant le 2°, à chaque nouvel ajustement budgétaire, une nouvelle colonne est ajoutée.

Concernant le 3°, les montants de charges ajustés sont la somme des montants initiaux et des ajustements.

Art. 20. Les organes de gestion des organismes de type 3 établissent une note justificative et explicative annexée au projet de budget initial ou de projet de budget ajusté.

Dans le cadre d'un budget initial, la note justificative et explicative comporte au moins :

- 1° une présentation des activités de l'organisme pour l'année budgétaire considérée et de leurs incidences budgétaires ;
- 2° les montants du budget initial de l'année budgétaire qui précède l'année budgétaire considérée ;
- 3° le cas échéant, les montants de l'ajustement du budget de l'année budgétaire qui précède l'année budgétaire concernée ;
- 4° les montants initiaux de l'année budgétaire considérée ;
- 5° un commentaire détaillé ainsi que les hypothèses de calculs relatifs à l'estimation des montants initiaux de l'année budgétaire considérée ;

Dans le cadre du budget ajusté, la note justificative et explicative comporte au moins :

- 1° les montants initiaux de l'année budgétaire considérée ;
- 2° les variations d'ajustement des montants de l'année budgétaire considérée ;
- 3° les montants ajustés de l'année budgétaire considérée ;
- 4° un commentaire détaillé ainsi que les hypothèses de calculs relatifs à l'estimation des montants ajustés de l'année budgétaire considérée.

Dans le cadre d'un budget initial comme d'un budget ajusté, la note justificative comporte également :

- 1° une projection budgétaire à politique inchangée sur un horizon de trois années minimum des produits et des charges de l'organisme, ainsi qu'une description de l'impact sur cette projection des politiques envisagées sur les trois prochaines années ;
- 2° le dernier bilan et le dernier compte de résultat approuvés.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 21. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent pour la première fois lors de l'élaboration des budgets des recettes et des dépenses des organismes pour l'exercice budgétaire 2023.

Art. 22. Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 février 2022.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle
sur Wallonie Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/31124]

24 FEBRUARI 2022. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende organisatie van de structuur en de verantwoording van de begroting van de openbare bestuursinstellingen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op het decreet van 4 februari 2021 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de openbare bestuursinstellingen van de Franse Gemeenschap, artikelen 6, § 2, en 8;

Gelet op het advies nr. 70.837/2 van de Raad van State, uitgebracht op 9 februari 2022 in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de gendertest van 21 december 2021, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Overwegende het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 12 december 2021;

Overwegende de akkoordbevinding van de minister van Begroting van 24 februari 2022;

Op de voordracht van de minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Definities, doel en toepassingsgebied

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet van 4 februari 2021: het decreet van 4 februari 2021 houdende de organisatie van de begroting, van de boekhouding en van de verslaggeving van de openbare bestuursinstellingen;

2° de horizontale structuur: de presentatie van de begrotingstabel die verwijst naar de onderverdelingen en verdelingen die tussen de lijnen van de tabel zijn aangebracht;

3° de verticale structuur: de presentatie van de begrotingstabel die verwijst naar de indeling van de tabel in kolommen;

4° de functionele classificatie: de internationale classificatie van overheidsambten, bekend als COFOG, ontwikkeld door de VN, de OESO en Eurostat. Het is een set van codes van vijf cijfers;

5° zero-based budgeting: een budgetterings- en besluitvormingstechniek die erop gericht is de middelen zo efficiënt mogelijk toe te wijzen door elke uitgave te controleren en te verantwoorden in het licht van een duidelijk omschreven behoefte.

Art. 2. De bepalingen van dit besluit hebben tot doel de structuren te bepalen die van toepassing zijn bij de opmaak van de ontvangsten- en uitgavenbegrotingen van de openbare bestuursinstellingen bedoeld in artikel 3, § 1^{er}, 1° tot 3°, van het decreet van 4 februari 2021, alsook de motiveringsmethoden die eraan verbonden zijn.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende de begrotingstabellen inzake ontvangsten en uitgaven van de instellingen van type 1 en type 2 en de motivering ervan.**Afdeling 1. — De tabel van de ontvangstenbegroting**

Art. 3. Wat de horizontale structuur betreft, wordt de tabel van de ontvangstenbegroting onderverdeeld in een of meer programma's. Elk programma stemt overeen met een specifieke activiteit die wordt overwogen om de aan de instelling toevertrouwde opdrachten uit te voeren. De programma's worden genummerd in oplopende volgorde en elk programmanummer bestaat uit twee cijfers.

Art. 4. Elk programma omvat een titel I met betrekking tot lopende ontvangsten, een titel II met betrekking tot kapitaalontvangsten en een titel III met betrekking tot de opbrengsten van leningen. Elke titel wordt onderverdeeld in een of meer basisartikelen overeenkomstig de economische en functionele classificaties. Het nummer van het basisartikel omvat het programmanummer, de economische code, het volgnummer en de functionele code.

De economische code bestaat uit vier cijfers.

Het volgnummer is twee cijfers lang. De basisartikelen zijn in oplopende volgorde gerangschikt.

De functionele code is vijf cijfers lang. Indien de toepasselijke functionele code uit minder dan vijf cijfers bestaat, wordt deze aangevuld met een nul.

De inhoudelijke omschrijving van het basisartikel omvat altijd de oorsprong van de ontvangsten en de aard van de ontvangsten.

Art. 5. De totale ontvangsten worden in de begrotingstabel per programma en titel en in totaal voor de begroting vermeld, waarbij onderscheid wordt gemaakt tussen lopende ontvangsten, kapitaalontvangsten en opbrengsten van opgenomen leningen.

Art. 6. § 1. Wat de verticale structuur betreft, bestaat de begrotingstabel voor de ontvangsten van de instellingen uit:

1° een kolom met de initialen van de bevoegde Minister in hoofdletters, die in de begroting van de instelling worden opgenomen;

2° een kolom met het programmanummer;

3° een kolom met het titelnummer;

4° een kolom met de eerste twee cijfers van de economische code van het basisartikel;

5° een kolom met de laatste twee cijfers van de economische code van het basisartikel;

6° een kolom met het volgnummer;

7° een kolom met de functionele code van het basisartikel;

8° een kolom met de inhoudelijke omschrijving van de basisprogramma's en -artikelen.

§ 2. In het geval van een initiële begroting voor een bepaald jaar, wordt het volgende toegevoegd:

1° een kolom met de ontvangstenkredieten van de initiële begroting van het jaar dat aan het betrokken jaar voorafgaat;

2° in voorkomend geval, een kolom met de ontvangstenkredieten voor de aanpassing van de begroting van het begrotingsjaar dat voorafgaat aan het betrokken begrotingsjaar;

3° een kolom met de ontvangstenkredieten voor het betrokken jaar.

§ 3. In het geval van een aangepaste begroting voor een bepaald jaar wordt het volgende toegevoegd:

1° een kolom met de ontvangstenkredieten van de initiële begroting van het betrokken jaar;

2° een kolom met de aanpassingsvariëaties van de ontvangstenkredieten van het betrokken jaar;

3° een kolom met de aangepaste ontvangstenkredieten voor het betrokken jaar.

Wat punt 2° betreft, wordt bij elke nieuwe begrotingsaanpassing een nieuwe kolom toegevoegd.

Wat het punt 3° betreft, zijn de aangepaste ontvangstenkredieten de som van de initiële kredieten en de aanpassingen van de kredieten.

§ 4. De verticale structuur van de tabel van de ontvangstenbegroting kan, indien nodig, door de minister van Begroting gewijzigd worden om ze aan te passen aan de evolutie van de budgettaire of boekhoudkundige normen.

Afdeling 2. — De tabel voor de uitgavenbegroting

Art. 7. § 1^{er} Wat de horizontale structuur betreft, bestaat de begrotingstabel voor de uitgaven van de instellingen uit een functioneel programma en een of meer operationele programma's. Voor de kredieten die in deze twee soorten programma's moeten worden opgenomen, gelden de volgende regels:

1° de kredieten van het functioneel programma dienen ter dekking van de algemene werkingskosten van de instelling;

2° de kredieten van een operationeel programma zijn bestemd voor de financiering van een specifieke activiteit of een samenhangend geheel van activiteiten die zijn gepland voor de uitvoering van de aan de instelling toevertrouwde opdrachten.

De programma's zijn genummerd in oplopende volgorde en elk programmanummer bestaat uit twee cijfers.

§ 2. In voorkomend geval kunnen programma's die bijdragen tot de verwezenlijking van een bepaald openbaar beleid worden gegroepeerd in organisatie-afdelingen.

Art. 8. Elk programma omvat een titel I met betrekking tot lopende uitgaven en een titel II met betrekking tot kapitaaluitgaven. Elke titel is onderverdeeld in een of meer basisartikelen overeenkomstig de economische en functionele classificaties. Het nummer van het basisartikel omvat het programmanummer, de economische code, het volgnummer en de functionele code.

De economische code bestaat uit vier cijfers.

Het volgnummer is twee cijfers lang. De basisartikelen zijn in oplopende volgorde gerangschikt.

De functionele code is vijf cijfers lang. Indien de toepasselijke functionele code uit minder dan vijf cijfers bestaat, wordt deze aangevuld met een nul.

De inhoudelijke omschrijving van het basisartikel omvat altijd het doel van de uitgave, d.w.z. de begunstigde of categorie van begunstigden, en de aard van de uitgave.

Art. 9. De totalen van de vastleggings- en vereffeningskredieten worden berekend per organisatie-afdeling, in voorkomend geval per programma en globaal voor de begroting, waarbij onderscheid wordt gemaakt tussen lopende en kapitaaluitgaven.

Art. 10. § 1. Wat de verticale structuur betreft, bestaat de begrotingstabel voor de uitgaven van de instellingen uit:

1° van een kolom met de initialen van de bevoegde minister in hoofdletters;

2° een kolom met het nummer van de organisatie-afdeling, indien aanwezig;

3° een kolom met het programmanummer;

4° een kolom met de eerste twee cijfers van de economische code van het basisartikel;

5° een kolom met de laatste twee cijfers van de economische code van het basisartikel;

6° een kolom met het volgnummer van het basisartikel;

7° een kolom met de functionele code van het basisartikel;

8° een kolom met de inhoudelijke omschrijving van de basisprogramma's en -artikelen.

§2. In het geval van een initiële begroting voor een bepaald jaar, worden de volgende kolommen toegevoegd

1° een kolom met de vastleggingskredieten van de initiële begroting van het jaar dat voorafgaat aan het betrokken jaar;

2° een kolom met de vereffeningskredieten van de initiële begroting van het jaar dat aan het betrokken jaar voorafgaat;

3° in voorkomend geval, twee kolommen met de vastleggingskredieten en de vereffeningskredieten voor de aanpassing van de begroting van het jaar dat voorafgaat aan het betrokken jaar;

4° twee kolommen met de vastleggingskredieten en de vereffeningskredieten van de initiële begroting van het betrokken jaar.

§3. In het geval van een aangepaste begroting voor een bepaald jaar, worden de volgende kolommen toegevoegd:

1° twee kolommen met de vastleggingskredieten en de vereffeningskredieten van de initiële begroting van het betrokken jaar;

2° twee kolommen met de eventuele herverdeling van de vastleggings- en vereffeningskredieten bedoeld in artikel 17 van het decreet van 4 februari 2021;

3° twee kolommen met de aanpassingsvariëaties van de vastleggingskredieten en de vereffeningskredieten van het betrokken jaar;

4° twee kolommen met de aangepaste vastleggingskredieten en de vereffeningskredieten voor het betrokken jaar, die de som zijn van de initiële kredieten, de aanpassingsvariëaties en de eventuele herverdeling van de kredieten.

Wat de 3e en 4e kolom betreft, worden bij elke nieuwe begrotingsaanpassing twee nieuwe kolommen toegevoegd.

§ 4. De verticale structuur van de begrotingstabel van de uitgaven kan, indien nodig, door de minister van Begroting worden gewijzigd om ze aan te passen aan wijzigingen in de begrotings- of boekhoudnormen.

Afdeling 3. — Verantwoording van de ontvangsten- en uitgavenbegrotingen

Art. 11. § 1. Wat betreft de begrotingen bedoeld in de artikelen 3 en 7, voor ontvangsten en uitgaven, wordt de bijzondere toelichting bedoeld in artikel 6, § 1, 2°, van het decreet van 4 februari 2021 samengesteld uit fiches die voor elk basisartikel worden opgesteld. Voor de uitgaven omvat elke fiche een afdeling die is gewijd aan de vastleggingskredieten en een afdeling die is gewijd aan de vereffeningskredieten.

Als onderdeel van de initiële begroting omvat elke fiche minstens:

1° de inhoudelijke omschrijving, het volgnummer, de economische code en de functionele code van het basisartikel alsook het nummer van de organisatie-afdeling en het programmanummer;

2° de rechtsgrondslag van de ontvangsten of uitgaven;

3° de initiële kredieten van het begrotingsjaar dat aan het betrokken begrotingsjaar voorafgaat;

4° de kredieten voor elke aanpassing van het begrotingsjaar dat aan het betrokken begrotingsjaar voorafgaat;

5° de initiële kredieten voor het betrokken begrotingsjaar;

6° een toelichting bij de geraamde initiële kredieten voor het betrokken begrotingsjaar, de hypothesen en de verschillende parameters van de eventueel gemaakte berekeningen, alsook de behoeften die met de gevraagde kredieten kunnen worden gedekt volgens de "zero-based budgeting" methode;

7° een toelichting over de bestemming van de kredieten en hun verband met de algemene staat bedoeld in artikel 6, §1, 1°, van het decreet van 4 februari 2021;

8° een toelichting bij de nadere regels voor de vereffening van de thesaurie.

Het deel betreffende de vereffeningskredieten omvat het vereffeningsplan dat over een periode van vijf jaar is opgesteld.

In het kader van de aangepaste begroting bevat elke fiche ten minste:

1° de inhoudelijke omschrijving, het volgnummer, de economische code en de functionele code van het basisartikel alsook het nummer van de organisatie-afdeling en het programmanummer;

2° de rechtsgrondslag van de ontvangsten of uitgaven;

3° de initiële kredieten voor het betrokken begrotingsjaar;

4° de wijzigingen in de aanpassing van de kredieten voor het betrokken begrotingsjaar;

5° de aangepaste kredieten voor het betrokken begrotingsjaar;

6° een toelichting bij de geraamde aangepaste kredieten voor het betrokken begrotingsjaar, de hypothesen en de verschillende parameters van de eventueel gemaakte berekeningen, alsook de behoeften die met de gevraagde kredieten kunnen worden gedekt volgens de "zero-based budgeting" methode;

7° een toelichting over de bestemming van de kredieten en hun verband met de algemene toelichting bedoeld in artikel 6, §1^{er}, 1°, van het decreet van 4 februari 2021;

In het deel over de vereffeningskredieten wordt het vijfjarenplan voor de vereffening bijgewerkt.

§ 2. De ondersteunende en toelichtende fiches zijn per programma in één enkel document gegroepeerd. Elk programma gaat samen met een toelichting over de activiteiten die worden gedekt door de kredieten die erin zijn opgenomen.

De activiteiten van het programma zijn in overeenstemming met de algemene strategie van de instelling zoals uiteengezet in de algemene toelichting.

§ 2. Bij de ontvangsten worden de programma's gegroepeerd per titel. Aan de uitgavenzijde zijn de programma's, waar nodig, gegroepeerd per organisatie-afdeling. In dit geval gaat elke organisatie-afdeling vergezeld van een toelichting over de activiteiten die worden gedekt door de kredieten die erin zijn opgenomen, in relatie tot de algemene strategie die in de algemene toelichting tot uitdrukking komt.

Onverminderd de algemene toelichting bedoeld in artikel 6, § 1, 1° van het kaderdecreet, worden alle ondersteunende en toelichtende fiches in één document opgenomen en vormen zij de motivering van de begroting van de instelling.

De minister van Begroting stelt, in overleg met de functioneel bevoegde ministers of de verantwoordelijke ministers, het standaardmodel en de procedures voor de fiches ter staving en toelichting vast.

§ 4. De motivering van de begroting voor een bepaald jaar bevat tevens:

1° een begrotingsprojectie bij ongewijzigd beleid voor ten minste drie jaar van de ontvangsten en uitgaven van de instelling, samen met een beschrijving van de gevolgen voor de projectie van de beleidsmaatregelen die voor de komende drie jaar worden overwogen;

2° de laatste goedgekeurde balans en resultatenrekening.

HOOFDSTUK III. — Bepalingen betreffende de tabellen en motiveringen van de ontvangsten- en uitgavenbegrotingen van de instellingen van type 3

Art. 12. De begroting van de instellingen omvat alle geraamde ontvangsten en uitgaven van de instelling.

De begroting kan worden ingediend:

1° in de vorm van een geraamde resultatenrekening;

2° in de vorm van een tabel opgesteld overeenkomstig de artikelen 14 tot 19.

Art. 13. Indien de instelling haar begroting indient overeenkomstig artikel 12, tweede lid, 1°, moet de geprojecteerde resultatenrekening alle ontvangsten- en uitgavenverrichtingen van de type 3-instelling omvatten.

Voor elke ontvangsten- en uitgavenlijn moet de geraamde resultatenrekening de juiste economische code van vier cijfers en functionele code van vijf cijfers vermelden.

Uit analytisch oogpunt moet de geprojecteerde resultatenrekening het ook mogelijk maken de verschillende activiteiten van de instelling op te volgen.

Art. 14. In de gevallen bedoeld in artikel 12, tweede lid, 2°, wordt, wat de horizontale structuur betreft, het deel van de begrotingstabel van de instellingen van type 3 dat op de ontvangsten betrekking heeft, onderverdeeld in een of meer rekeningen van opbrengsten. De rekeningen kunnen in subcategorieën worden gegroepeerd. Voor elke opbrengstenrekening moet de instelling de economische code, het volgnummer en de functionele code vermelden.

De economische code bestaat uit vier cijfers.

Het volgnummer bestaat uit twee cijfers. De rekeningen staan in stijgende volgorde.

De functionele code bedraagt vijf cijfers. Indien de toepasselijke functionele code uit minder dan vijf cijfers bestaat, wordt deze aangevuld met een nul.

De oorsprong en de aard van de opbrengst moeten steeds in de inhoudelijke omschrijving van de opbrengstrekening worden vermeld.

Art. 15. De totalen bedragen van de opbrengsten worden berekend per subcategorie, indien van toepassing, en globaal voor de begroting.

Art. 16. § 1. Wat de verticale structuur betreft, bestaat het deel van de begrotingstabel van de instellingen dat betrekking heeft op de opbrengsten, uit:

1° een kolom met de eerste twee cijfers van de economische code;

2° een kolom met de laatste twee cijfers van de economische code;

3° een kolom met het volgnummer;

4° een kolom met de functionele code;

5° een kolom met de inhoudelijke omschrijving van de eventuele subcategorieën van opbrengsten en, desgevallend, de opbrengstenrekeningen.

§ 2. In het geval van een initiële begroting voor een bepaald jaar worden de volgende elementen toegevoegd:

1° een kolom met de bedragen van de opbrengsten van de initiële begroting van het jaar dat aan het betrokken jaar voorafgaat;

2° een kolom met de bedragen van de opbrengsten van de initiële begroting van het betrokken jaar.

§ 3. In het geval van een aangepaste begroting voor een bepaald jaar worden de volgende elementen toegevoegd:

1° een kolom met de bedragen van de opbrengsten van de initiële begroting van het betrokken jaar;

2° een kolom met de aanpassingsvariëaties van de bedragen van de opbrengsten van het betrokken jaar;

3° een kolom met de aangepaste bedragen van de opbrengsten voor het betrokken jaar.

Wat punt 2° betreft, wordt bij elke nieuwe begrotingsaanpassing een nieuwe kolom toegevoegd.

Voor punt 3° bestaan de aangepaste bedragen van de opbrengsten uit de som van de initiële bedragen en de aanpassingen.

Art. 17. Wat de horizontale structuur betreft, wordt het gedeelte van de begrotingstabel van de instellingen van type 3 met betrekking tot de lasten onderverdeeld in een of meer lastenrekeningen. De rekeningen kunnen in subcategorieën worden gegroepeerd. Voor elke lastenrekening moet de instelling de economische code, het volgnummer en de functionele code vermelden.

De economische code bestaat uit vier cijfers.

Het volgnummer bestaat uit twee cijfers. De rekeningen worden in stijgende volgorde gerangschikt.

De functionele code bestaat uit vijf cijfers.

De inhoudelijke omschrijving van de lastenrekening omvat altijd de bestemming van de last, namelijk de begunstigde of categorie van begunstigten, en de aard van de last.

Art. 18. De totalen van de lastenbedragen worden berekend per subcategorie van lasten, indien van toepassing, en globaal voor de begroting.

Art. 19. § 1. Wat de verticale structuur betreft, bestaat het deel van de begrotingstabel van de instellingen van type 3 dat op de lasten betrekking heeft, uit:

1° een kolom met de eerste twee cijfers van de economische code;

2° een kolom met de laatste twee cijfers van de economische code;

3° een kolom met het volgnummer;

4° een kolom met de functionele code;

5° een kolom met de inhoudelijke omschrijving van de eventuele subcategorieën van lasten en de lastenrekeningen.

§ 2. In het geval van een initiële begroting voor een bepaald jaar worden de volgende elementen toegevoegd:

1° een kolom met de bedragen van de lasten van de initiële begroting van het jaar dat aan het beschouwde jaar voorafgaat;

2° een kolom met de bedragen van de lasten van de initiële begroting voor het betrokken jaar.

§ 3. In het geval van een aangepaste begroting voor een bepaald jaar, worden de volgende kolommen toegevoegd:

1° een kolom met de bedragen van de uitgaven van de initiële begroting voor het betrokken jaar;

2° een kolom met de aanpassingsvariëaties van de bedragen van de lasten voor het betrokken jaar;

3° een kolom met de aangepaste lastenbedragen voor het betrokken jaar.

Wat punt 2° betreft, wordt bij elke nieuwe begrotingsaanpassing een nieuwe kolom toegevoegd.

Voor punt 3° bestaan de aangepaste lastenbedragen uit de som van de initiële bedragen en de aanpassingen.

Art. 20. De beheersorganen van de instellingen van type 3 stellen een verantwoordings- en duidingsnota op die bij het ontwerp van initiële begroting of het ontwerp van aangepaste begroting worden gevoegd.

In het kader van een initiële begroting omvatten de verantwoordings- en duidingsnota ten minste:

1° een presentatie van de activiteiten van de instelling voor het betrokken begrotingsjaar en de gevolgen daarvan voor de begroting;

2° de bedragen van de initiële begroting van het begrotingsjaar dat aan het betrokken begrotingsjaar voorafgaat;

3° in voorkomend geval, de bedragen van de aanpassing van de begroting van het begrotingsjaar dat voorafgaat aan het betrokken begrotingsjaar;

4° de initiële bedragen voor het betrokken begrotingsjaar;

5° een gedetailleerde toelichting alsook de berekeningshypothese met betrekking tot de raming van de initiële bedragen van het betrokken begrotingsjaar;

In het kader van de aangepaste begroting omvat de verantwoordings- en duidingsnota ten minste:

1° de initiële bedragen voor het betrokken begrotingsjaar;

2° variaties in de aanpassing van de bedragen van het betrokken begrotingsjaar;

3° de aangepaste bedragen voor het betrokken begrotingsjaar;

4° een gedetailleerde toelichting alsook de berekeningshypothese met betrekking tot de raming van de aangepaste bedragen van het betrokken begrotingsjaar.

In het kader van zowel een initiële als een aangepaste begroting bevat de verantwoordings- en duidingsnota tevens:

1° een budgettaire projectie van de inkomsten en uitgaven van de instelling bij ongewijzigd beleid voor ten minste drie jaar, alsmede een beschrijving van de impact op deze projectie van het voorgenomen beleid voor de komende drie jaar;

2° de laatste goedgekeurde balans en resultatenrekening.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 21. De bepalingen van dit besluit worden voor het eerst toegepast bij de opstelling van de begrotingen van ontvangsten en uitgaven van de instellingen voor het begrotingsjaar 2023.

Art. 22. De minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 februari 2022.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De minister-president,

P.-Y. JEHOLET

De minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en Toezicht op Wallonie Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/40557]

5 MARS 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon n° 2 mettant fin à l'utilisation du COVID Safe Ticket et limitant l'obligation du port du masque

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 138 de la Constitution ;

Vu le décret 21 octobre 2021 relatif à l'usage du COVID Safe Ticket et à l'obligation du port du masque, article 11 ;

Vu le rapport du 1^{er} mars 2022, établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu les lois sur Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er} ;

Vu l'urgence ;

Considérant qu'il a été décidé lors du Comité de concertation du 4 mars 2022 de, notamment, passer en code jaune dans le baromètre Corona, lequel implique la levée du CST et la limitation de l'obligation du port du masque dès 12 ans dans les établissements de soins notamment ;

Que cette mesure entre en vigueur le 7 mars 2022, compte tenu de la situation épidémiologique et de la nécessité de prendre des mesures ayant un effet quasiment immédiat ;

Considérant que le décret du 21 octobre 2021 relatif à l'usage du COVID Safe Ticket et à l'obligation du port du masque fixe les obligations relatives à l'usage du COVID Safe Ticket dans ses articles 4 à 7 ;

Que selon l'article 11 de ce décret, l'usage du COVID Safe Ticket est en principe imposé jusqu'au 15 avril 2022. Le Gouvernement peut néanmoins y mettre anticipativement fin par arrêté, à condition que le Parlement confirme cet arrêté dans le mois de sa publication ;

Qu'il est proposé de faire usage de cette possibilité ;